



## Relevé de décisions

# Réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban

Lundi 1<sup>er</sup> juillet 2013

14h30 – 16h00

Palais des Congrès – 2 Place de la Porte Maillot – 75017 Paris  
Métro Porte Maillot

---

### Liste des présents

---

Présents :

- ALYAHYA Jomana (Mission de Palestine en France) ;
- BAZZA Mohammed (Réseau IDD) ;
- BUGNON Mélanie (conseil général du Territoire de Belfort) ;
- DABDOUB Victoria (PWA) ;
- DEDESSUS LEMOUSTIER Ivan (conseil régional Rhône-Alpes) ;
- DE ROSA Valérie (communauté urbaine de Lyon) ;
- DROIT Hubert (ville d'Ormesson-sur-Marne) ;
- DUMONTET Valérie (conseil général de l'Aude) ;
- FLEURY Jean (conseil régional PACA) ;
- FIORINI BERIOT Anna (conseil régional Rhône-Alpes) ;
- GEORGES Maxime (Cités Unies France) ;
- KASSOUF Farid (universitaire, urbaniste, élu libanais) ;
- KORB Andreas (CNFPT) ;
- RIVIERE Gaëlle (conseil régional d'Ile de France) ;
- ROUQUETTE Virginie (Cités Unies France) ;
- SCOTTO Anne-Marie (ville d'Eybens).

Excusés :

- DACLIN Jean-Michel (communauté urbaine de Lyon) ;
- ODEIMI Béchir (BTVL) ;
- THOME Thérèse Marie (ville de Nogent-sur-Marne).

---

### I/ Accueil

---

*Virginie Rouquette, Cités Unies France et Valérie De Rosa, communauté urbaine de Lyon*

La réunion a pour objectif de travailler sur les suites du programme concerté Liban ; le projet d'une mission d'étude à destination d'une délégation d'élus et techniciens libanais sur l'enjeu de

la formation des agents locaux, ayant été validée lors du dernier comité de pilotage, il s'agit de préciser les contenus de cette mission.

---

## II/ Présentation du projet de la mission d'étude

---

- **Présentation du rapport de la mission du CNFPT au Liban**

*Andreas Korb, Centre National de la Fonction Publique Territoriale*

- Contexte de la mission

A la demande de l'Ambassade de France au Liban, le CNFPT a élaboré **un diagnostic de la situation de la fonction publique locale dans le pays**. Au mois de mai, le CNFPT s'est rendu au Liban et a rencontré, en étroite collaboration avec le Bureau CGLU BTVL et l'Ambassade de France à Beyrouth, différents acteurs engagés sur cette question : Institut des finances, ministères, cabinets ministériels, services déconcentrés et décentralisés, bailleurs de fonds, universités, OMSAR, conseil du développement et de la reconstruction...

L'objectif était d'identifier les besoins en termes de formation pour travailler sur l'élaboration de termes de références d'une préfiguration d'un dispositif de formation des fonctionnaires locaux au Liban.

*En effet, le comité des maires libanais qui travaille de façon globale sur le Programme National d'Appui aux Municipalités libanaises (PNAML), dont l'objectif est le renforcement institutionnel des collectivités locales libanaises, a fait de l'enjeu de la formation (initiale et continue) de la fonction publique territoriale, un volet important de son action.*

*Ainsi, en partenariat avec l'Ambassade de France au Liban et le Ministère de l'Intérieur, la création d'un dispositif de formation des fonctionnaires locaux dans le pays, est envisagée pour les années à venir.*

Le CNFPT a ainsi cherché à analyser le rôle des administrations locales et déconcentrées, des freins et des enjeux de la décentralisation, mais également de mieux comprendre les statuts, le recrutement des fonctionnaires. Par ailleurs, il s'agissait d'analyser l'offre de formation actuelle, ainsi que les acteurs en présence.

- Quelques constats et recommandations

Le contexte national ouvre aujourd'hui le champ des possibles ; le président de la république du Liban a promis un travail sur la décentralisation, enjeu sur lequel aujourd'hui tout le monde s'accorde. Il est considéré comme nécessaire aujourd'hui de former les acteurs des autorités locales : élus, fonctionnaires et services déconcentrés.

Pourtant, aujourd'hui au Liban, 75% des postes dans la fonction publique ne sont pas pourvus, pour plusieurs raisons, notamment du fait du système confessionnel, mais aussi par manque de compétences. En revanche, on peut constater une pratique très répandue de recrutement de contractuels.

Les fonctionnaires publics sont très éloignés des formations existantes, et la fonction publique manque d'attractivité par rapport au secteur privé.

Un fonds de 20 millions d'euros d'appui au développement local est aujourd'hui bloqué car il n'y a pas d'accord avec le ministère de l'Intérieur sur l'utilisation de ce fonds.

Des organismes, comme UN HABITAT, mènent néanmoins des programmes de formation d'agents de développement.

Mais souvent, les structures de représentation des élus locaux libanais sont ignorés par les organisations internationales qui souhaitent travailler sur ces questions.

- Conclusions

L'idée principale est de fédérer les initiatives qui existent déjà, de s'appuyer sur l'existant. Il faut faire quelque chose de visible et d'attractif, en s'appuyant sur les universités libanaises, et en cohérence avec les objectifs internationaux.

Le dispositif doit s'appuyer sur de la co-construction, avec une gouvernance adaptée, en s'appuyant sur les besoins réels des locaux. Le dispositif sera indépendant et à l'abri des aléas politiques.

Son administration sera propre, à part du BTVL. Le conseil d'administration du dispositif sera composé de différentes organisations, fédérées sous l'égide du ministère de l'Intérieur ou du Premier ministre.

- Proposition d'adaptation du programme de formation

*Virginie Rouquette, Cités Unies France*

Suite à ces conclusions et à des échanges avec le BTVL, il est proposé que la mission d'étude prévue dans le cadre du programme concerté bénéficie à un groupe de collectivités et d'acteurs resserré, mais déjà sensibilisés aux questions de formation de la fonction publique territoriale.

Le niveau national pourrait être associé, afin de donner plus de chances aux collectivités de se faire entendre sur cet enjeu.

Les membres du programme concerté Liban émettent le souhait que leurs collectivités partenaires bénéficient de cette mission d'étude.

D'une part les collectivités partenaires sont au fait des enjeux de décentralisation et d'autre part, il sera difficile de justifier de l'utilisation leur participation dans un programme si ce programme ne profite pas au partenaire.

L'idée d'une mission ouverte à tous les partenaires et aux autres acteurs précédemment évoqués est alors envisagée, en divisant éventuellement le groupe en deux, ponctuellement, lors de la mission d'études.

- Echéances à venir pour la mission d'étude

La mission se déroulerait début novembre (*dates envisagées : 4 au 8 novembre 2013*) à Angers.

D'ici la fin juillet, les membres du comité de pilotage font remonter le nom d'un élu ou d'un agent de leur collectivité partenaire qui sera membre de la délégation libanaise lors de la mission d'étude.

---

### III/ Fonds de soutien aux collectivités territoriales frontalières de la Syrie

---

Cités Unies France et des collectivités territoriales françaises ont mené, du 18 au 26 mars, une mission à la fois de soutien et d'identification des besoins auprès des collectivités accueillant des réfugiés syriens, en Turquie, au Liban et en Jordanie. Cette mission a bénéficié d'une mobilisation internationale : des représentants des collectivités locales canadiennes, néerlandaises

et turques se sont joints à la délégation française. Elle a permis d'afficher la présence et le soutien de la France au travers de ses collectivités dans cette zone de conflit.

⇒ *Cf compte-rendu de la mission de CGLU dans les collectivités limitrophes de la Syrie et accueillant les réfugiés syriens*

Indépendamment de l'appel lancé par le ministère des Affaires étrangères en faveur des organisations humanitaires, Cités Unies France a décidé, à la suite de cette mission, d'ouvrir un fonds de solidarité en soutien aux collectivités territoriales libanaises, turques et jordaniennes qui se retrouvent en première ligne dans la gestion de la crise.

Au Liban, la question de l'afflux de réfugiés syriens n'est pas prise en charge par l'Etat, ce qui rend cette question tout particulièrement critique. Plusieurs collectivités libanaises ont sollicité un appui pour la mise en place d'actions concrètes pour les aider à gérer l'afflux de réfugiés. L'arrivée de nombreux réfugiés engendre de nombreux surcoûts, notamment dans la gestion des services publics locaux, tels que la gestion des déchets, l'accès à l'eau, ou l'électricité, ce qui crée des tensions entre les libanais et les réfugiés. Il règne également un sentiment d'insécurité.

Le maire de Beyrouth a émis son intérêt sur la question du soutien aux collectivités libanaises dans la gestion des réfugiés syriens.

- ⇒ Après quelques échanges, les membres du programme concerté Liban ne souhaitent pas à ce jour contribuer à ce fonds avec le reliquat du programme concerté.
- ⇒ En revanche, ils émettent l'idée de réaliser, dans le cadre du programme concerté, des échanges sur la question de la gestion des crises par les collectivités avec les autorités locales libanaises.